



**Pour nos salaires, nos métiers, nos lycées professionnels,  
en grève et manifestations le 17 janvier**

Après des mois de promesses, les engagements électoraux du candidat E. Macron apparaissent pour ce qu'ils sont : une tromperie. Le budget 2023 ne permet même pas d'augmenter de 10 % tous les personnels. Le ministre de l'Éducation s'obstine à défendre l'idée d'un pacte, synonyme de travailler plus pour gagner plus ce qui n'est nullement synonyme de revalorisation ! Ce choix est même irresponsable dans un contexte où nos professions continuent de connaître une profonde crise d'attractivité et où le recours aux ruptures conventionnelles ne cesse d'augmenter. Il méconnaît profondément la réalité de nos conditions de travail pourtant objectivées par des études scientifiques, à l'image de l'étude de la DEPP d'octobre 2023 qui a montré que la moitié des enseignants travaillent plus de 43h par semaine.

Le gouvernement fait aussi le choix de continuer de dégrader les conditions de travail et d'apprentissage. Dans la droite lignée du quinquennat précédent, à l'Éducation Nationale le second degré devra encore faire face à la suppression de postes : 481 à la rentrée 2023, ce qui porte à 8381 le nombre de suppressions d'emplois en 6 ans ! Et ce n'est pas davantage du côté des lycées agricoles publics qu'il faudra chercher l'ambition et les moyens qui vont avec pour assurer le renouvellement de près de 50 % de la profession agricole partant en retraite dans les 5 à 8 ans à venir et accélérer la nécessaire transition agro-écologique !

Alors que les mobilisations ont contré la mise en œuvre complète de la réforme des lycées professionnels en septembre 2023, le ministère ne renonce en rien à son projet dévastateur pour les lycées professionnels. Au mépris de la contestation qui reste vive chez les personnels, Carole Grandjean instrumentalise maintenant les établissements engagés dans le dispositif « faisons l'école ensemble » pour imposer ses expérimentations – avec la consigne de déroger aux grilles horaires nationales, d'augmenter les semaines de stages et d'inclure des entreprises dans les décisions d'établissements.

Réforme des lycées pros, salaires, suppressions de postes, autant de décisions que nous devons combattre. Le SNUEP-FSU, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNETAP-FSU et le SUI-FSU appellent donc les personnels à se mobiliser le 17 janvier par la grève, les actions et les manifestations pour obtenir une augmentation inconditionnelle des salaires pour toutes et tous et gagner le retrait de la réforme Macron des lycées professionnels.

Enjeu de société majeur, le service public d'éducation doit être renforcé, nos métiers confortés, nos salaires revalorisés et les parcours scolaires des élèves sécurisés.

Paris, le 15 décembre 2022